

Colonisation: le Suriname pardonne aux Pays-Bas

**COLONISATION: LE
SURINAME PARDONNE
AUX PAYS-BAS**



Les représentants
surinamais
descendants d'esclaves
et des populations
autochtones accordent
leur pardon au Roi des
Pays-Bas

**UN ÉVÈNEMENT
HISTORIQUE
EXCEPTIONNEL**



www.Europe-Unie.org
Décembre 2025

Un événement historique : la visite du roi Willem-Alexander au Suriname

En décembre, le roi Willem-Alexander s'est rendu au Suriname dans le cadre d'une visite officielle à forte portée symbolique. Ce déplacement, attendu de longue date, s'inscrivait dans le prolongement direct des excuses présentées par l'État néerlandais pour avoir pratiqué l'esclavage. A cette occasion, les représentants surinamais descendants d'esclaves et des populations autochtones, ont organisèrent une cérémonie officielle de pardon.

Au cours de cette cérémonie, les excuses royales ont été explicitement acceptées et un pardon collectif a été accordé, dans des termes appelant à « avancer ensemble » et à « marcher côte à côte vers l'avenir ». Par ce geste, le Suriname n'a pas seulement reconnu la sincérité des excuses néerlandaises; il a transformé un acte unilatéral de contrition en un moment partagé de réconciliation.

Dans l'histoire contemporaine des relations post-coloniales, une telle démarche de pardon de la part de l'ancien colonisé, est exceptionnel.

Un pardon exceptionnel dans l'histoire post-coloniale

Les excuses d'anciens empires coloniaux ne sont pas inédites. En revanche, leur acceptation explicite suivie d'un pardon solennel proclamé par la société anciennement colonisée constitue une exception. Quelques précédents peuvent être évoqués à titre de comparaison, mais aucun n'atteint le même niveau de réciprocité symbolique.

L'acceptation par Israël des excuses allemandes en 1952, après la Shoah, s'est accompagnée d'accords politiques et financiers majeurs, mais non d'une cérémonie bilatérale de pardon rituel. En Australie, certaines communautés aborigènes ont organisé des rituels de réconciliation après les excuses nationales de 2008, mais ces démarches sont restées locales et fragmentées. Plus récemment, les cérémonies mémorielles conjointes entre le Japon et les États-Unis autour de Pearl Harbor et d'Hiroshima ont instauré une reconnaissance mutuelle de la souffrance, sans toutefois comporter de pardon formel prononcé par la partie ayant subi l'offense.

Dans le cas du Suriname, la singularité réside dans la symétrie morale de l'acte : un État ancien colonisateur reconnaît sa faute, et un peuple anciennement colonisé choisit, en pleine conscience de son histoire, d'accorder publiquement son pardon. Ce geste dépasse la diplomatie ; il relève d'une démarche éthique et mémorielle assumée.

Pourquoi le Suriname, et non l'Indonésie

Il est significatif que cette cérémonie de pardon ait eu lieu au Suriname, et non en Indonésie, pourtant la plus vaste et la plus peuplée des anciennes colonies néerlandaises. L'Indonésie a subi une domination coloniale longue et souvent brutale, marquée par la spoliation économique, le travail forcé et la violence militaire. Toutefois, elle n'a pas été un territoire d'esclavage de plantation comparable à ceux de l'Atlantique.

Le Suriname, en revanche, a constitué l'un des cœurs du système esclavagiste néerlandais. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, des dizaines de milliers d'Africains y furent déportés pour travailler dans les plantations de sucre, de café et de cacao. Le régime esclavagiste y fut particulièrement dur, avec une mortalité élevée et une répression systématique. Les Antilles néerlandaises, notamment Curaçao, jouaient un rôle logistique central dans la traite. C'est donc dans cette région que la mémoire de l'esclavage est la plus directe, la plus incarnée et la plus douloureuse.

Que le pardon soit venu du Suriname n'est pas un hasard : il émane du territoire où l'esclavage néerlandais fut le plus massif et le plus structurant pour la société actuelle.

L'Empire colonial néerlandais : expansion, commerce et esclavage

À partir du XVII^e siècle, l'âge d'or néerlandais voit la jeune République des Provinces-Unies devenir une puissance maritime globale. Grâce à une flotte marchande exceptionnelle et à la puissance financière d'Amsterdam, elle s'impose dans le commerce international. Deux compagnies jouent un rôle central :

- la **VOC** (Compagnie néerlandaise des Indes orientales) fondée en 1602, active de l'Afrique de l'Est au Japon
- la **WIC** (Compagnie des Indes occidentales) fondée en 1621 pour les Amériques et la traite atlantique

Les Pays-Bas établissent des colonies dans les Caraïbes (Curaçao, Aruba, Bonaire, Saint-Eustache...), au Suriname, au Cap (Afrique du Sud), au Brésil pendant une brève période, et en Asie du Sud-Est, dont l'Indonésie, leur possession la plus vaste et la plus stratégique. Dans ces territoires, le régime économique repose largement sur le travail forcé, notamment dans les plantations de sucre, de café ou de tabac. La WIC joue un rôle clé dans la traite négrière transatlantique, transportant des dizaines de milliers d'Africains réduits en esclavage vers les Amériques.

L'exploitation coloniale s'accompagne de violences, de confiscations de terres et d'une hiérarchisation raciale assumée. La production artistique et symbolique de la période glorifie la « mission civilisatrice » des Néerlandais : c'est cette imagerie que l'on retrouve notamment sur le « carrosse d'or » (« Gouden Koets ») offert en 1898 à la reine Wilhelmine. Une des faces du carrosse, intitulée La Hollande rendant la civilisation aux Indes, représente des Néerlandais en bienfaiteurs apportant lumière et savoir aux peuples colonisés — une vision coloniale classique, qui deviendra problématique à l'époque contemporaine.



Middendeel van Hulde der Kolonien, Wikipedia

La décolonisation : lente, conflictuelle et incomplète

La Seconde Guerre mondiale accélère la remise en cause des empires européens. Aux Pays-Bas, la décolonisation se déroule en plusieurs étapes.

Indonésie (1945–1949)

C'est la plus importante et la plus traumatique. Après la proclamation d'indépendance de Sukarno en 1945, les Pays-Bas tentent de reprendre le contrôle, menant deux « actions policières » (1947 et 1948) : des opérations militaires d'envergure contre les nationalistes. Ces interventions entraînent violences, exactions et massacres — dont Rawagede (1947), longtemps enfouis dans la mémoire nationale. Sous pression internationale, notamment des États-Unis et de l'ONU, les Pays-Bas reconnaissent finalement l'indépendance de l'Indonésie en décembre 1949.

Aux Caraïbes, la transition est plus progressive.

- Le Suriname devient indépendant en 1975, après des années de débats sur la viabilité économique du pays.
- Les îles caribéennes restantes (Curaçao, Aruba, Bonaire, Saint-Martin, Saba, Saint-Eustache) restent au sein du Royaume des Pays-Bas, avec des statuts autonomes différents. Certaines sont devenues depuis des municipalités spéciales (ex. Bonaire).

Une longue période sans repentance : silence, refoulement et récit national

Malgré la brutalité de certains épisodes coloniaux, les Pays-Bas restent longtemps réticents à reconnaître leur responsabilité morale.

Jusqu'aux années 1990–2000, la colonisation est perçue dans l'opinion néerlandaise comme un âge d'or économique, associé à la tolérance et au commerce. Les aspects violents ou racistes demeurent marginalisés dans l'enseignement, les commémorations ou l'espace public.

Plusieurs gouvernements successifs s'opposent à des excuses formelles, invoquant l'absence supposée de responsabilité pour des faits lointains, la crainte de revendications financières, un récit national encore dominé par l'image positive du commerce néerlandais.

Il faut attendre 2011 pour que l'État présente des excuses limitées concernant le massacre de Rawagede en Indonésie, après une action en justice intentée par les familles des victimes — première fissure dans le refus global d'assumer l'héritage colonial.

Le tournant : protestations, débats publics et reconnaissance officielle

Le rôle du débat public et du « carrosse d'or » (« Gouden Koets »)

Au début des années 2000, le « carrosse d'or » devient un symbole de la vision paternaliste et raciste du passé colonial. L'image glorifiant la « civilisation apportée aux Indes » suscite un débat national, particulièrement intense lors du mariage de Willem-Alexander et Máxima en 2002, quand le carrosse est montré en grande pompe. Les protestations montent : historiens, associations afro-surinamiennes et caribéennes dénoncent un symbole colonial inacceptable dans une monarchie moderne.

En 2021, le roi annonce qu'il ne l'utilisera plus, reconnaissant la souffrance associée à ces images.

Plusieurs dynamiques convergent dans les années 2010–2020 : la montée des voix des communautés issues du Suriname et des Antilles ; les recherches historiques approfondies, notamment sur l'esclavage ; la mobilisation internationale autour de Black Lives Matter ; la pression des villes (Amsterdam et Rotterdam présentent leurs excuses avant l'État).



De Gouden Koets in 2007 met (toen nog) prins Willem-Alexander, koningin Beatrix en prinses Máxima, Wikipedia CC BY 2.0

Des excuses locales aux excuses nationales

Le 19 décembre 2022, le Premier ministre Mark Rutte prononce au nom du gouvernement néerlandais des excuses officielles pour le rôle des Pays-Bas dans l'esclavage, tant dans l'Atlantique que dans l'océan Indien.

Il reconnaît la participation active de l'État, des institutions et de la monarchie, les violences extrêmes, la déshumanisation et l'exploitation de dizaines de milliers de personnes, l'héritage structurel encore visible dans les inégalités actuelles.

Les excuses ne sont pas seulement symboliques. Elles comportent la création d'un fonds de 200 millions d'euros pour soutenir des projets liés à la mémoire de l'esclavage, la mise en place d'un musée national de l'esclavage, des programmes éducatifs renforcés.

Ces excuses constituent un tournant majeur dans la manière dont les Pays-Bas envisagent leur histoire coloniale. La visite du roi au Suriname s'inscrit dans ce continuum : elle en constitue à la fois l'aboutissement et le prolongement.

Conclusion : un événement rarissime, peut-être exemplaire

La cérémonie de pardon organisée au Suriname représente un moment d'une portée exceptionnelle. Dans un monde où les mémoires coloniales restent souvent sources de ressentiment ou de conflits, deux pays ont choisi une autre voie : celle de la reconnaissance mutuelle et de la projection commune vers l'avenir.

Ce pardon ne nie ni la violence du passé ni la profondeur des blessures. Il affirme, au contraire, que la mémoire peut devenir un fondement de relation plutôt qu'un obstacle. Par sa rareté, par sa solennité et par l'équilibre qu'il instaure entre responsabilité et dignité, cet événement pourrait constituer un jalon majeur dans l'histoire des relations entre anciens empires européens et sociétés anciennement colonisées.



*Christophe Carreau
Europe-Unie.org
Décembre 2025*